

Les partenariats stratégiques sont la clé de voûte de la transition énergétique du Canada

En bref

- ▶ En établissant des partenariats stratégiques dans différents secteurs, les organisations canadiennes se donneront les moyens de faire avancer le processus de décarbonation et de transition énergétique.
- ▶ En abordant stratégiquement des facteurs clés tels que les infrastructures, la main-d'œuvre et la réglementation, ces partenariats permettront de mobiliser les investissements nécessaires à l'obtention des résultats souhaités.
- ▶ En travaillant de pair, les entreprises des secteurs de l'énergie et des ressources peuvent projeter le Canada dans une position de chef de file mondial.

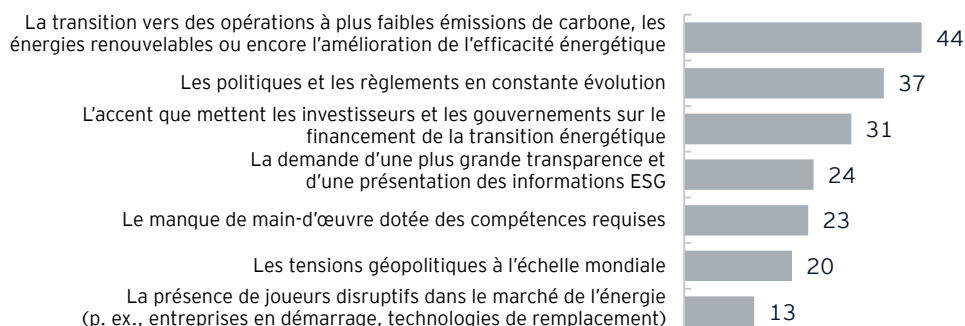
Les partenariats stratégiques suscitent un intérêt marqué dans les secteurs canadiens de l'énergie et des ressources, et créent des possibilités d'avancement importantes pour la transition énergétique. Il est maintenant l'heure de profiter de cette lancée et d'instituer, ensemble, des changements durables.

1. La transition énergétique du Canada évolue en temps réel et est essentielle aux entreprises.

La décarbonation, les changements de politiques et le financement de la transition sont des enjeux prioritaires pour les organisations de plusieurs secteurs. Quel que soit l'industrie ou le domaine cible, ces défis d'affaires nous concernent tous et ont des liens directs avec les facteurs d'investissement.

Dans le cadre du plus récent sondage d'EY mené auprès des participants au sommet UNITE du mouvement Energy Disruptors, nous avons interrogé des dirigeants de plus de 60 organisations, petites et grandes, qui évoluent dans des secteurs tels que les mines et métaux, l'énergie et les services publics, et le pétrole et le gaz. Pour ces entreprises, la transition vers des opérations à plus faibles émissions de carbone, les énergies renouvelables ou encore l'amélioration de l'efficacité énergétique s'avèrent des préoccupations des plus importantes qui auront vraisemblablement la plus grande incidence sur leurs activités.

Selon vous, lequel des sujets, des tendances ou des perturbations aura la plus grande incidence sur vos activités?



Cela dit, les politiques et les règlements en constante évolution du gouvernement n'étaient pas loin derrière sur le plan de l'importance pour les répondants au sondage. Dans l'ensemble des industries, les acteurs du secteur de l'énergie sont, à bien des égards, en train de construire l'avion en plein vol, déployant des changements de taille à mesure de l'évolution en temps réel des politiques et des règlements auxquels ils devront se conformer.

Parallèlement, il est difficile d'énoncer des cibles claires généralisées. Au niveau fédéral, le gouvernement du Canada s'est fixé des objectifs précis dans quatre domaines liés à la transition énergétique. Chacun de ces piliers – détaillés dans le **rapport du Conseil Génération Énergie pour la transition énergétique du Canada** – souligne l'ampleur du travail à accomplir. De quoi s'agit-il?

1.

Réduire le gaspillage d'énergie afin de réaliser des améliorations écoénergétiques de 3 % d'une année à l'autre dans l'ensemble de l'économie d'ici à 2030
2.

Passer à l'énergie propre et produire 90 % de l'électricité de sources non émettrices d'ici 2030
3.

Utiliser plus de carburants renouvelables afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30 millions de tonnes d'ici 2030 et ainsi positionner le Canada comme l'un des chefs de file mondiaux de la bioéconomie.
4.

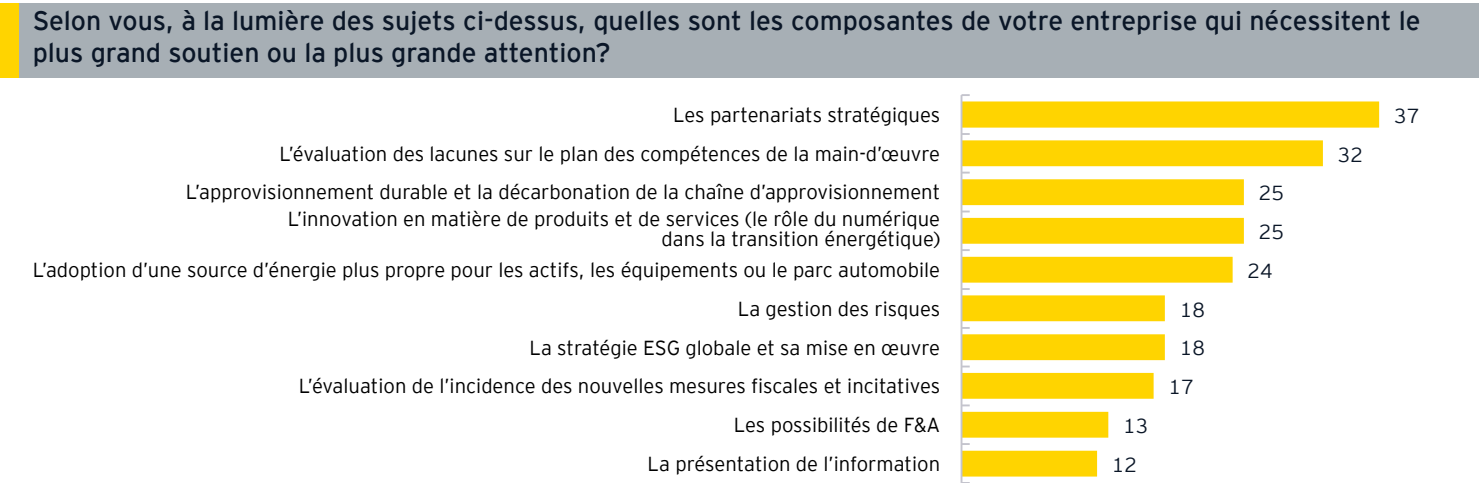
Produire des hydrocarbures plus propres en réduisant les émissions pour chaque unité de carburant fossile produite, en diversifiant le bouquet énergétique, en améliorant l'accès au marché et en mettant au point un système réglementaire efficace qui comprend une approche des GES sur tout le cycle de vie.

Ensemble, ces priorités communes sont puissantes. Elles ont le potentiel d'unifier les organisations autour d'une cause particulièrement importante pour le Canada, car, bien que l'innovation ait une place de choix dans le secteur des technologies propres, celui-ci demeure tout de même modeste quand on le compare avec d'autres marchés, comme celui des États-Unis. Même si le Canada se classe au deuxième rang de l'indice **Global Cleantech Innovation** et que ce secteur a apporté des milliards de dollars au PIB du pays en 2021, cet espace demeure relativement agile. Ainsi, il est possible de mettre en commun les ressources, d'échanger des idées et de favoriser le progrès collectif.

2. La priorisation de partenariats stratégiques peut favoriser le progrès à grande échelle.

Les initiés du secteur qui se trouvent parmi les répondants du sondage d'EY au sommet UNITE ont envoyé un message clair : pour assurer le succès du processus de décarbonation, les partenariats stratégiques doivent bénéficier du plus grand soutien, ou de la plus grande attention, parmi toutes les priorités commerciales.

Un participant a déclaré : «Grâce à une collaboration approfondie, à des co-investissements et à une protection de la compétitivité, nous pouvons décarboner nos activités de base.» Ce commentaire est très révélateur et témoigne de la nécessité de collaborer pour favoriser la transition énergétique – aspect que les répondants ont désigné comme étant le sujet, la tendance ou la perturbation qui aura dorénavant la plus grande incidence sur leur entreprise.



D'un océan à l'autre, les parties prenantes du secteur reconnaissent l'urgence de diminuer les émissions de manière marquée dans l'ensemble de l'économie réelle du Canada et la nécessité de mettre en œuvre des mesures en simultanée sur de nombreux fronts. Autrement dit, elles savent ce qui est en jeu et elles n'ont pas peur de penser au-delà du cadre de transformation traditionnel pour réussir la transition énergétique. Et elles n'ont pas tort.

En même temps, les politiques et la tarification doivent évoluer pour mieux soutenir la gestion des émissions, et les plus grands émetteurs du pays doivent mettre en œuvre des plans efficaces de réduction des émissions. L'émergence de nouvelles sources de financement sera un facteur déterminant dans toute cette démarche.

Dans ce contexte complexe à multiples facettes, les répondants sont bien avisés de donner la priorité aux partenariats stratégiques. Les coûts de transition de l'économie canadienne vers une économie carboneutre sont évalués à **2 billions de dollars au cours des 30 prochaines années**.

Néanmoins, les institutions financières les plus importantes du pays sont d'avis qu'il est possible d'accéder aux fonds nécessaires à une telle transition. Grâce aux partenariats stratégiques, les acteurs de l'industrie pourront tirer le maximum des ressources à leur disposition et réaliser des progrès plus rapidement. Cependant, le succès de la transition repose sur la connexion entre les différents partenariats stratégiques. Les organisations devront aussi se doter d'une vision globale et explorer les possibilités de collaboration en dehors de leur chaîne de valeur habituelle en faisant affaire, par exemple, avec des entreprises du secteur des technologies, des entreprises du secteur public, des fonds de capital-investissement et des organisations non gouvernementales (ONG).

Les organisations devraient évaluer les partenariats selon l'angle de cinq éléments essentiels :

- 1

Investir : Veiller à ce que les possibilités de financement soient offertes en soutien à l'écosystème de transition énergétique, en particulier dans l'espace hautement novateur et disrupteur des jeunes entreprises.
- 2

Attirer : Réfléchir à la façon dont nous attirons les entreprises au Canada pour qu'elles fournissent des capacités supplémentaires nécessaires à la transition énergétique.
- 3

Réseauter : Créer les forums et les réseaux appropriés au partage des connaissances et des capacités en matière de transition énergétique au moyen de partenariats, d'alliances et d'autres mécanismes.
- 4

Promouvoir : Mettre en valeur tout le travail accompli au Canada, reconnaître notre succès et répéter la même formule là où c'est possible et à grande échelle.
- 5

Maintenir : Construire une architecture qui permet aux entreprises de travailler ensemble de façon durable en sachant que la transition énergétique est en soi un plan à long terme.

3. Des partenariats plus solides peuvent combler les lacunes en matière de compétences essentielles.

La décarbonation exige des investissements importants, tant au niveau des gens que des infrastructures. Depuis des années, les activités du secteur sont entravées par des lacunes en matière de compétences, et la situation ne fait qu'empirer. En fait, la recherche de la RBC montre que l'évolution des compétences vertes nécessaires à la décarbonation à grande échelle aura une plus grande incidence sur les travailleurs hautement qualifiés et bien rémunérés que sur les travailleurs issus des autres groupes. Les gestionnaires des secteurs de l'ingénierie, de l'architecture, des services publics et de la fabrication voient déjà **plus de 50 % de leurs tâches changer en raison de la transition climatique**, soit cinq fois plus que pour la moyenne des gestionnaires.

Au sommet UNITE, un dirigeant a expliqué que «notre stratégie est bien articulée, mais les ressources permettant son exécution n'existent tout simplement pas». Afin d'être en mesure de continuer leurs activités, les entreprises devront de plus en plus explorer lesquelles des compétences transférables peuvent être adaptées ou encore partagées en interne.

Malgré cela, le manque de compétences particulières n'est pas le seul défi auquel l'industrie doit faire face. Il manque également des personnes pour mener à bien la transition énergétique, un problème qui risque de s'aggraver à mesure que les baby-boomers quitteront le marché du travail, emportant avec eux de précieuses connaissances institutionnelles et contextuelles. Avant la pandémie, 5 000 baby-boomers canadiens prenaient leur retraite chaque semaine, pour un total de **250 000 en 2019 seulement**, soit un bond de 52 % par rapport à celui de 20 ans auparavant.

Cette crise de talents est plus qu'un simple problème opérationnel. Elle représente aussi une grave menace à l'innovation dont nous avons tant besoin pour mener à bien le processus de décarbonation et la transition vers un avenir à faibles émissions. Après tout, il nous faudra imaginer une nouvelle voie vers l'avenir pour assurer la transition énergétique. Pour y parvenir, nous avons besoin de gens et d'infrastructures.

Cela nous ramène à la nécessité d'établir des partenariats stratégiques pour apporter réponse à ces questions et favoriser un progrès durable. Que ce soit en créant des liens au sein du secteur en tant que tel ou en faisant la promotion d'une approche de partenariat globale et intersectorielle, la convergence des actions au-delà des limites de vos organisations peut augmenter l'efficacité des efforts de décarbonation au Canada et ailleurs de manière exponentielle.

4. L'amplification des partenariats peut accélérer le rythme des investissements obligatoires.

La transition énergétique n'aura tout simplement pas lieu sans investissements. Dans un monde où la course aux capitaux est de plus en plus concurrentielle, la convergence des efforts qui résulte de partenariats stratégiques permet aux parties prenantes du secteur de mettre les bouchées doubles pour mieux cibler les principaux facteurs d'investissement susceptibles d'attirer des fonds.

Mais comment procéder? Les cadres de partenariat stratégiques les plus novateurs réuniront les organisations et les groupes du secteur public et privé. Ce genre de modèle peut consolider les efforts de part et d'autre du secteur et favoriser une approche collaborative pour aborder des questions importantes telles que l'appui politique et la réglementation relative à la fiscalité et à l'industrie. Cela permet aussi de mettre sur pied une économie du savoir riche en compétences vertes et en perspectives, faisant ainsi avancer la transition écologique. En renforçant l'harmonisation entre l'industrie et le gouvernement, les partenariats stratégiques peuvent également aider les organisations à atténuer les risques découlant de l'évolution rapide des règlements et des exigences.

Au Canada, il est possible de compter sur de l'énergie propre grâce à l'éolien, le solaire, l'hydroélectricité, la géothermie et l'hydrogène. Lorsque des acteurs du secteur privé et du secteur public travaillent de pair pour maximiser le potentiel de ces énergies, ils augmentent les chances du Canada d'obtenir une plus grande partie des investissements et du financement nécessaire à la réalisation immédiate de progrès significatifs. Cela sous-tend la capacité future du Canada de répondre à la demande croissante des consommateurs, des entreprises et des gouvernements, lesquels cherchent de plus en plus à se procurer des options énergétiques respectueuses de l'environnement.

C'est pourquoi une approche plus globale des partenariats cible directement les principaux facteurs d'investissement clés susceptibles de rendre la transition énergétique possible et rentable.

Principaux facteurs d'investissement

Appui politique : Le soutien des politiques gouvernementales crée de nouvelles possibilités de croissance au pays et à l'exportation pour les entreprises du secteur des technologies propres.

Structure fiscale : Les pays, les provinces ou les États qui donnent des encouragements fiscaux aux entreprises du secteur des technologies propres, tels que des subventions ou des remises gouvernementales, sont naturellement plus attrayants.

Réglementation sectorielle : Les marchés énergétiques et les entreprises du secteur de l'énergie propre déréglementés offrent plus de flexibilité tout au long de la chaîne de valeur.

Disponibilité des ressources : L'accès à de l'énergie propre, grâce notamment à l'éolien, au solaire, à l'hydroélectricité, à la géothermie et à l'hydrogène, est essentiel pour assurer un rendement positif du capital investi.

Saturation du marché : La saturation du marché des technologies propres en augmentera la compétitivité et le rendra moins attrayant pour les investisseurs.

Augmentation de la clientèle : La croissance démographique et l'augmentation du taux d'électrification se traduiront par une plus grande demande des technologies propres.

Économie du savoir : Une main-d'œuvre qualifiée ainsi qu'un capital humain doté d'une expertise de l'énergie seront essentiels pour permettre une transition énergétique dans les meilleurs délais.

Résumé

Les parties prenantes du secteur de l'énergie au Canada ont conscience des défis que pose la décarbonation. Elles reconnaissent l'importance d'investir de manière audacieuse dans l'efficacité énergétique, la production de nouvelles technologies et les crédits compensatoires de grande qualité. Elles soulignent l'importance du rôle de la main-d'œuvre et des équipes pour mener à bien la stratégie, des communications pour renforcer le discours et du virage vers un bouquet énergétique à faibles émissions de carbone.

Mais comme l'a dit un répondant au sondage : «La transition énergétique est un projet d'avenir qui peut s'écrouler à tout moment.»

Le Canada est particulièrement bien placé pour diriger la transition énergétique mondiale. Les partenariats stratégiques peuvent nous aider à solidifier ce projet d'avenir et à favoriser le progrès.



Paul O'Donnell

Leader, Consultation - Énergie et ressources
EY Canada

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

paul.odonnell@ca.ey.com

+1 403 671 8990



Lance Mortlock

Associé directeur, Énergie et ressources

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

lance.mortlock@ca.ey.com

+1 403 206 5277

EY | Travailler ensemble pour un monde meilleur

La raison d'être d'EY est de bâtir un monde meilleur, de créer de la valeur à long terme pour les clients, les gens et la société, et de renforcer la confiance à l'égard des marchés financiers.

S'appuyant sur les données et la technologie, les équipes diversifiées d'EY présentes dans plus de 150 pays instaurent la confiance au moyen de la certification, et aident les clients à prospérer, à se transformer et à exercer leurs activités.

Que ce soit dans les services de certification, de consultation, de stratégie, de fiscalité ou de transactions, ou encore, au sein des services juridiques, les équipes d'EY posent de meilleures questions pour trouver de nouvelles réponses aux enjeux complexes du monde d'aujourd'hui.

EY désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited, lesquelles sont toutes des entités juridiques distinctes, et peut désigner une ou plusieurs de ces sociétés membres. Ernst & Young Global Limited, société à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ne fournit aucun service aux clients. Des renseignements sur la façon dont EY collecte et utilise les données à caractère personnel ainsi qu'une description des droits individuels conférés par la réglementation en matière de protection des données sont disponibles sur le site ey.com/fr_ca/privacy-statement. Les sociétés membres d'EY ne pratiquent pas le droit là où la loi l'interdit. Pour en savoir davantage sur notre organisation, visitez le site ey.com.

© 2023 Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. Tous droits réservés.
Société membre d'Ernst & Young Global Limited.

La présente publication ne fournit que des renseignements sommaires, à jour à la date de publication seulement et à des fins d'information générale uniquement. Elle ne doit pas être considérée comme exhaustive et ne peut remplacer des conseils professionnels. Avant d'agir relativement aux questions abordées, communiquez avec EY ou un autre conseiller professionnel pour en discuter dans le cadre de votre situation personnelle. Nous déclinons toute responsabilité à l'égard des pertes ou dommages subis à la suite de l'utilisation des renseignements contenus dans la présente publication.

ey.com/ca/fr